

La confrontation saoudo-émiratienne au Yémen du Sud

Deux visions opposées de l'ordre régional

FATIHA DAZI-HÉNI

L'affrontement au Yémen révèle une rupture stratégique entre Riyad et Abou Dhabi qui renvoie à une conception divergente de l'ordre régional. En mettant en échec la stratégie émiratienne, Riyad tente d'imprimer son approche fondée sur l'ordre étatique face à une logique de fragmentation défendue par Abou Dhabi, sur fond de rivalités en mer Rouge et d'alignements divergents avec Israël.

L'offensive lancée le 2 décembre 2025 par le Conseil de transition du Sud (CTS), soutenu par les Émirats arabes unis (EAU), pour prendre le contrôle des gouvernorats du sud de l'Hadramaout, s'étendant sur 800 kilomètres à la frontière du royaume, et d'Al-Mahra, frontalier du sultanat d'Oman sur près de 300 kilomètres, **a provoqué une confrontation directe entre Riyad et Abou Dhabi au Yémen**. La riposte saoudienne menée un mois plus tard, en appui aux forces loyales au gouvernement yéménite reconnu internationalement (GRI), a permis la reprise de ces territoires dès le 7 janvier. Le 9 janvier 2026, la dissolution du CTS et la fermeture de l'ensemble de ses bureaux au Yémen et à l'étranger ont été annoncées à Riyad lors d'une rencontre visant à restaurer l'unité des factions du Sud Yémen. Son ancien dirigeant, Aïdarous al-Zubaïdi a été évincé et s'est réfugié aux EAU.

Si des divergences existaient entre Riyad et Abou Dhabi depuis début 2017, l'offensive du CTS dans la région de l'Hadramaout, arrière-cour historique de l'influence saoudienne, a constitué une ligne rouge conduisant Riyad à riposter. Jusqu'alors, les deux partenaires de la Coalition arabe s'étaient efforcés d'éviter tout conflit ouvert pour que ne se répète pas la crise qui a miné le CCG entre juin 2017 et janvier 2021, avec la mise au ban du Qatar. **Le différend saoudo-émirati au Yémen reflète** toutefois une divergence stratégique plus large portant sur **une conception antagoniste de l'ordre régional en mer Rouge et dans la Corne de l'Afrique**. Israël y prend toute sa part après avoir reconnu le 26 décembre 2025 l'indépendance du Somaliland.

Au Yémen, la relation entre Riyad et Abou Dhabi se tend à partir de janvier 2017, lorsque l'autonomie sécuritaire promue par les Émirats arabes unis se transforme en projet politique explicite. Les affrontements d'Aden, en janvier-février 2017, opposant les forces du Sud soutenues par les EAU à celles du GRI, marquent une première rupture. Lorsque ces forces créent le Conseil transitoire du Sud (CTS) en mai 2017, institutionnalisant un projet sécessionniste, la position d'Abou Dhabi devient incompatible avec celle défendue par Riyad, fondée sur la préservation d'un Yémen unifié. Là où **Riyad privilégie la centralité de l'État** et des institutions, **Abou Dhabi mise sur le soutien à des acteurs locaux infra-étatiques**.

Face à la faiblesse du GRI, l'Arabie saoudite impose en avril 2022 le transfert du pouvoir exécutif du président Abd Rabbo Mansour Hadi à un Conseil de direction présidentiel (CDP), conçu en accord avec Abou Dhabi. Cette instance collégiale, présidée par Rashad Mohammed al-Alimi et comprenant notamment le chef du CTS, Aïdarous al-Zubaïdi, devait préserver un équilibre entre les deux partenaires. Toutefois, les rivalités internes du CDP, reflet des divergences saoudo-émiratennes, ont empêché l'émergence d'une cohésion durable.

La riposte saoudienne à partir du 30 décembre 2025 marque un changement d'échelle. En s'appuyant sur des acteurs locaux du Sud, favorables à Riyad, notamment les forces tribales regroupées au sein du « Bouclier de la Péninsule », en ralliant les brigades des Giants basées à Mokka dirigées par Tareq Ali Abdallah Saleh – pourtant soutenues jusque-là par Abou Dhabi –, et en se coordonnant avec les forces armées du sultanat d'Oman

pour obtenir le retrait des séparatistes et des positions émiraties d'Al-Mahra, **Riyad prend de court son partenaire**. Abou Dhabi ne s'attendait pas à une réponse aussi résolue de Riyad¹ qui a mené des frappes visant des cargaisons d'armes émiraties dans le port de Mukalla, destinées selon Riyad aux forces séparatistes, accusation rejetée par Abou Dhabi. Dans la foulée, un ultimatum de 24 heures est adressé aux Émirats pour qu'ils retirent leurs forces du Yémen, auquel Abou Dhabi se conforme.

Les motivations d'Abou Dhabi dans son soutien à l'offensive des séparatistes du CTS dans le Hadramaout et à Al-Mahra ont suscité de nombreuses interrogations, d'autant qu'elle s'est soldée par un revers stratégique pour la fédération des EAU. En moins de dix jours, **Riyad est parvenue à démanteler des positions** que les EAU avaient mis plus d'une décennie à consolider au Yémen du Sud, y compris sur l'île de Socotra. En outre, le 12 janvier 2026, la Somalie a annulé l'ensemble de ses accords avec les EAU, l'accusant d'avoir utilisé son territoire pour exfiltrer al-Zubaidi.

Parallèlement, l'Arabie saoudite a renforcé ses liens stratégiques avec le Puntland, ce qui a conduit les autorités somaliennes à exiger le retrait des EAU des ports de Berbera, de Bossasso et de Kismaayo. Pour Zeid Fadhila (Gulf Research Center à Djeddah), l'erreur stratégique des EAU a été de sous-estimer la détermination de Riyad à faire respecter ses lignes rouges. Au-delà du Yémen, Riyad s'emploie désormais à contrer l'approche régionale émiratie déployée le long du littoral sud yéménite et de la mer Rouge, de la Somalie au Soudan, en coordination avec plusieurs partenaires. L'Égypte a officiellement aligné sa position sur celle du royaume, tandis que la Turquie et plusieurs États du CCG, notamment le Qatar et Oman, soutiennent les efforts saoudiens pour enrayer la fragmentation au sud de la péninsule. Lors de sa visite à Washington en novembre 2025, le prince héritier saoudien avait par ailleurs appelé à une implication américaine accrue dans la résolution du conflit au Soudan, évoquant la possibilité de sanctions supplémentaires contre les Forces de soutien rapide (FSR) soutenues par Abou Dhabi.

Riyad considère que le soutien émirati à la scission du Yémen par Abou Dhabi s'inscrit dans une logique plus large de fragmentation de l'ordre régional, qu'il apparente à la stratégie israélienne depuis l'après-7 octobre 2023. En évinçant Abou Dhabi de ses positions sur le littoral de la mer Rouge, Riyad se pose comme l'artisan du rééquilibrage régional face aux tentatives de reconfiguration régionale portées par Israël. La reconnaissance

par Tel-Aviv de l'indépendance du Somaliland intervenue concomitamment à l'offensive du CTS dans le sud du Yémen, alors qu'al-Zubaidi s'apprêtait à proclamer l'indépendance du Yémen du Sud et à rejoindre les accords d'Abraham, conforte Riyad dans la perception d'un projet israélo-émirati visant à établir une sphère d'influence dans le contexte post-7 octobre.

La mise en échec par Riyad de la **stratégie émiratie** marque un **recul majeur** pour une fédération désormais isolée et perçue par ses voisins comme alignée sur Israël, tandis que le royaume agit en coordination étroite avec son environnement régional. Abou Dhabi subit ainsi son plus sérieux revers depuis que Mohammed bin Zayed (MBZ) assure de facto la conduite des affaires de l'État (janvier 2014).

C'est donc sur le registre de sa proximité avec Washington et de ses partenaires occidentaux globalement réceptifs à ses positions sécuritaires, marquées par son hostilité aux mouvements islamistes et sa proximité avec Israël, qu'Abou Dhabi semble déplacer son rapport de force avec Riyad. Cette orientation avait toutefois été anticipée par Riyad, comme l'illustrent les échanges du 7 janvier à Washington entre Faysal Ben Farhan Al Saoud (MAE saoudien) avec son homologue américain. Le chef de la diplomatie saoudienne y a souligné que le royaume s'opposait aux Frères musulmans et que les différends avec les Émirats relevaient de considérations tactiques et non pas idéologiques.

Dans cette perspective, la déclaration des séparatistes du CST du 14 janvier exhorte Washington, qui a désigné l'organisation des Frères musulmans (FM) comme organisation terroriste en Égypte, Jordanie et au Liban, à l'étendre à la branche yéménite d'al-Islah, proche de Riyad. Cette incitation vise à mettre en difficulté Riyad vis-à-vis de Washington alors que l'approche régionale saoudienne a le vent en poupe. Celle-ci repose sur une coordination pragmatique avec des acteurs favorables aux FM (Turquie et Qatar) ou non (Égypte). Riyad, à l'instar du Caire, a néanmoins accueilli favorablement la décision américaine de criminaliser les FM, une mesure que le royaume applique depuis mars 2014.

Cette recomposition régionale intervient dans un contexte d'embrasement de l'Iran, en proie à une contestation interne violemment réprimée et aux menaces récurrentes d'intervention militaire formulées par le président Trump et à la volonté affichée d'Israël d'en découdre. Dans ce cadre, le **double enjeu pour Riyad** consiste à **dissuader Washington d'opter pour une stratégie de changement de régime en Iran** et à **parvenir, au Yémen, à un compromis** permettant la coexistence des Houthis et des forces sudistes au sein d'un nouveau modèle étatique fédéral. ■

Fatiha Dazi-Héni est spécialiste des monarchies du Golfe et de la péninsule Arabique à l'IRSEM.

Contact : fatiha.dazi-heni@irsem.fr

1. Lors d'une conférence zoom, le 4 janvier 2026, avec le directeur du think tank Bhuth à Dubaï, Mohammed Baharoon a fait état du choc des Émirats de se voir accusés d'attenter à la sécurité nationale du royaume. Il a décrit le climat délétère sur les réseaux sociaux où une violente campagne de surenchère verbale diffamatoire et insultante est menée contre les EAU.